

L214, les croisés de la cause animale

Filmées en caméra cachée dans des abattoirs, les vidéos-chocs de l'association font sensation. Des méthodes contestées mais qui ont réussi à imposer la question du bien-être animal dans le débat public.

M le magazine du Monde | 06.01.2017 à 11h52 • Mis à jour le 06.01.2017 à 12h46 | Par Pierre Sorgue



Sébastien Arzac et Brigitte Gothière, lors d'une manifestation à Limoges, le 26 novembre 2016. Dans leur collimateur : les pratiques de l'abattoir de la ville. Paul Arnaud pour M Le magazine du Monde

En un mois, ils auront été considérés comme des hors-la-loi, vilipendés pour leurs méthodes, élus Grandes gueules de l'année par les auditeurs de RMC et salués par le législateur. Les derniers jours de 2016 et les premiers de 2017 disent assez bien comment Brigitte Gothière et Sébastien Arzac – le couple qui dirige l'association L214, célèbre pour ses vidéos sur les violences infligées aux bêtes d'élevage – ont imposé le débat sur la condition animale à des politiques qui avaient jusque-là d'autres chats à fouetter.

Dans la nuit du 12 décembre 2016, Sébastien Arzac s'est fait alpaguer par les gendarmes, en compagnie d'un autre militant. Encagoulé et en tenue de camouflage, il tentait de récupérer des caméras placées dans l'abattoir Guy Harang, à Houdan (Yvelines). Un dispositif grâce auquel il espérait montrer les cochons asphyxiés par le dioxyde de carbone, gazage légal mais qui provoque, selon L214, une agonie lente et douloureuse.

Lire aussi : [L214, la méthode choc pour dénoncer les abattoirs](http://planete/article/2016/03/29/1214-la-methode-choc-pour-denoncer-les-abattoirs_4891753_3244.html) (/planete/article/2016/03/29/1214-la-methode-choc-pour-denoncer-les-abattoirs_4891753_3244.html)

Las, une caméra GoPro tombée dans l'une des nacelles qui plongent les porcs dans le CO₂ fut découverte – c'est bête – par un employé. Les pandores, prévenus par la direction, ont tendu une embuscade. Placés en garde à vue dix-sept heures durant, les deux militants feront l'objet d'une convocation judiciaire le 12 juin pour « violation de domicile » et « tentative d'atteinte à la vie privée par fixation, enregistrement ou transmission de l'image ».

Les aventures de timides Pieds Nickelés

Pourtant, lorsque Sébastien Arzac relate son aventure, de retour dans l'appartement de Montreuil (Seine-Saint-Denis) qu'il occupe avec Brigitte Gothière et leurs deux enfants, celle-ci semble plus proche des Pieds Nickelés que d'une épopée. L'héroïsme façon « eco warrior » n'est pas le genre du jeune homme au regard doux, qui porte coiffure sage, barbe légère et anneau discret à l'oreille : « Les gendarmes ont été très pro, très sympa. Il y en a même un qui m'a dit : "Je vous reconnais, je vous ai vu sur M6. Depuis, je mange plus les œufs de Matines [à la suite de la diffusion d'images sur les élevages de poules en batterie]." Le directeur, avec qui j'ai parlé au téléphone, nous a invités à revenir filmer. Je l'ai senti sincère lorsqu'il a dit qu'il connaissait notre travail et que certaines de nos vidéos l'avaient choqué », dit-il en souriant. « Comme quoi, la cause devient populaire », plaisante Brigitte Gothière, cheveux courts et regard sombre derrière les petites lunettes posées sur un visage sans maquillage.



Lors de la manifestation à Limoges. Paul Arnaud pour M Le magazine du Monde

Pour un peu, ils seraient désolés de devoir, un jour, montrer l'agonie des porcs dans cet établissement dont le directeur pense faire pour le mieux... Brigitte Gothière et Sébastien Arzac, la jeune quarantaine, sont ainsi : un étrange mélange de convictions véganes radicales (refus de la

consommation de tout produit animal), de méthodes militantes très directes (images volées souvent gore, dénonciations, manifestations), mais aussi de modestie et de tolérance pour ceux qui ne partagent pas leur vision du monde.

Au lendemain de l'interpellation des deux militants, Jean-Yves Caullet, député PS de l'Yonne, y est allé de sa condamnation morale : « *Les meilleures causes peuvent être abîmées par les moyens.* » Pourtant, le 12 janvier, lorsque ses collègues se pencheront sur la proposition de loi « *relative au respect de l'animal en abattoir* » que soumettra Olivier Falorni (<http://bit.ly/2hPPRD9>), député Parti radical de gauche de la Charente-Maritime, ils pourront lire ceci : c'est bien « *la diffusion par L214 d'images relevant des pratiques particulièrement choquantes* » qui a été à l'origine de la commission d'enquête du printemps 2016 (dont Jean-Yves Caullet a été le rapporteur). Le rapport, aussi noir que complet, qui en a découlé a donné lieu à ces articles de loi visant à « *rompre avec le manque de transparence* » et à instaurer de nouveaux contrôles et sanctions en cas de maltraitance animale.

Leurs vidéos, un catalogue de l'horreur

Quelques jours avant les tribulations nocturnes de son mari, le 7 décembre, Brigitte Gothière était, comme d'autres défenseurs des animaux, invitée à l'Assemblée nationale pour s'entretenir avec Olivier Falorni. Elle a salué le travail de la commission et sa volonté de légiférer : « *Il est rare que la question animale suscite autant d'intérêt de la part du monde politique.* »

« BRIGITTE
GOTHIÈRE
CONNAÎT SES
DOSSIERS, FAIT
BOSSER DES
GENS QUI
SAVENT. IL FAUT
RECONNAÎTRE
QUE LES VIDÉOS
DE L214 AURONT
AIDÉ À LEVER
L'OMERTA QUI
ENTOURE CE
MONDE. » OLIVIER
FALORNI, DÉPUTÉ
PARTI RADICAL DE
GAUCHE

Puis, pour chacun des sept articles, elle a demandé des précisions, émis des suggestions, essayé d'obtenir un peu plus, mais sans maximalisme : « *Elle connaît ses dossiers, fait bosser des gens qui savent*, a salué le député après l'entretien. *Il est clair que je ne partage pas l'objectif militant de son association de mettre fin aux abattoirs ou à la consommation de viande. Mais il faut reconnaître que les vidéos de L214 auront aidé à lever l'omerta qui entoure ce monde.* » Presque une reconnaissance d'utilité publique.

Pour en arriver là, L214 a multiplié les intrusions en caméra cachée. Le tableau de chasse est impressionnant : à l'abattoir d'Alès (Gard), des vaches, mal étourdies, ont la gorge cisailée et agonisent de longues minutes sur le sol ; dans celui du Vigan (Gard), des ouvriers balancent les moutons par-dessus les barrières et torturent des animaux plus qu'ils ne les tuent à cause d'un matériel défaillant ; à Mauléon-Licharre (Pyrénées-Atlantiques), des agneaux de lait et des veaux certifiés bio sont suspendus conscients, certains découpés alors qu'ils s'agitent encore ; à Pézenas (Hérault) (<http://bit.ly/2hQkYTP>) ou au Puget-Théniers (Alpes-Maritimes), des chevaux paniqués sont tirés par un treuil, des bovins ont la tête retenue par une corde avant d'être tranchée parce que le matériel fonctionne mal ; au Vigeant (Vienne), des moutons sont égorgés à vif puisque les religieux musulmans et juifs refusent tout étourdissement.

Les vidéos de L214 sont un catalogue de l'horreur. **Palme d'or du sordide, celle tournée à Limoges, dans le plus grand abattoir public de l'Hexagone** (<http://bit.ly/2hRrQyA>) : des vaches gestantes à l'utérus éventré d'où sont tirés les fœtus asphyxiés – certains dotés de leur pelage –, puis jetés dans les bennes à ordures. Les séquences postées sur YouTube ont été vues des millions de fois. Les médias – *Le Monde* en tête – ont relayé ces scandales. Chaque fois, L214 a déposé plainte pour maltraitance envers les animaux (les instructions sont en cours, le procès de l'abattoir du Vigan est prévu pour mars).

Les professionnels de la filière critiquent leurs méthodes

Le 26 novembre, un samedi ensoleillé, les deux militants étaient à Limoges, aux côtés de trois cents manifestants, pour réclamer notamment la fin de l'abattage des vaches gestantes. Lui dans son coupe-vent orange siglé L214, elle dans un sweat-shirt sombre et chaussée de ses incroyables Dr. Martens Vegan (synthétique imitation cuir), ils ont laissé la vedette au héros du jour, Mauricio García-Pereira, l'ouvrier qui a filmé pour le compte de l'association, le premier à avoir quitté l'anonymat.

Il est l'un de ces salariés, vétérinaires ou fournisseurs qui ont, un jour, pris contact avec L214 et accepté de placer les caméras ou d'enregistrer clandestinement. Parfois, des militants de l'association se font embaucher en intérim, comme celui qui, en ce moment, parcourt le pays au gré d'établissements spécifiques à la recherche de prochaines révélations.



L'ouvrier Mauricio Garcia-Pereira, qui a filmé clandestinement, pour L214, l'abattage de vaches gestantes. Paul Arnaud pour M Le magazine du Monde

Des dizaines d'heures d'images qu'il faut monter, faire expertiser pour identifier les infractions et dater : « *Nous devons être irréprochables. Le jour où les images sont fausses, on perd tout* », admet Sébastien Arzac. Les professionnels de la filière ou la FNSEA reprochent ses méthodes à l'organisation. Avant d'être trop connu, le jeune homme a travaillé chez Charal, s'est fait passer pour un étudiant vétérinaire ou un journaliste afin de pénétrer élevages ou couvoirs : « *Bien sûr qu'on a l'impression de tromper des gens. Mais il faut que le public se rende compte.* »

Lire aussi : Mauricio Garcia-Pereira, l'homme qui a filmé l'horreur de l'abattoir de Limoges (planete/article/2016/11/03/mauricio-garcia-pereira-le-lanceur-d-alerte-de-l-abattoir-de-limoges_5024502_3244.html)

Pour l'instant, les vaches pleines continueront à mourir à Limoges et leurs fœtus à être jetés à la poubelle. Rémy Viroulaud (LR), l'élu en charge de l'abattoir municipal, s'est retranché derrière la législation européenne, qui ne l'interdit pas. C'est pourtant à Limoges qu'est dispensé le premier diplôme en droit animalier du pays. Maître de conférences à l'université, Lucille Boisseau-Sowinski a participé à la manifestation : « *La réglementation nationale peut très bien compléter les dispositions d'un règlement européen imprécis ou silencieux sur certains points. Ce qui est le cas de l'abattage des vaches gestantes.* » En clair, le gouvernement pourrait l'interdire, au moins pour le dernier tiers du développement des fœtus, seuil déjà retenu pour les animaux utilisés à des fins scientifiques.

Au gouvernement, on temporise

Mais, comme après chaque vidéo diffusée par L214, le ministre de l'agriculture, Stéphane Le Foll, s'est retranché derrière son « *projet global* » sur le bien-être animal. Celui-ci créerait un « *délit de maltraitance* » et amenderait la loi Sapin 2, offrant un statut de « *lanceur d'alerte* » aux salariés dénonçant les mauvaises pratiques. Et en décembre, les députés socialistes de la commission des affaires économiques ont (avec d'autres) dépecé la proposition de loi d'Olivier Falorni, rejetant l'installation de caméras dans les abattoirs et l'instauration d'un droit de visite inopiné de parlementaires et journalistes. Olivier Falorni, persuadé qu'ils ont agi sur ordre de Le Foll, reformulera ses propositions le 12 janvier, par le biais d'amendements et d'un scrutin public, histoire que « *chacun prenne ses responsabilités* ».

« L'UNE DES FORCES DE L214 EST D'AVOIR SU SE SERVIR DES RÉSEAUX SOCIAUX POUR SORTIR DU GHETTO ET S'ADRESSER AUX JEUNES. » SAMUEL AIRAUD, DU PARTI ANIMALISTE

Car l'opinion semble de plus en plus sensible à ces thématiques. « *Il y a dix ans, pour une action comme celle-là, on aurait été dix et on se serait fait charrier tout l'après-midi*, confie Samuel Airaud, l'un des artisans (avec son épouse, avocate de L214) du tout nouveau Parti animaliste, dans les rangs de la manifestation de Limoges. *L'une des forces de L214 est d'avoir su se servir des réseaux sociaux pour sortir du ghetto et s'adresser aux jeunes.* »

Le temps est loin où Brigitte Gothière et Sébastien Arsac, alors enseignants, avaient créé Stop gavage avec Antoine Comiti, aujourd'hui président de L214. C'était au début des années 2000. Sébastien Arsac, armé de son Caméscope, fut le premier à montrer les canards à foie gras confinés dans les cages, gavés à coups de pompes pneumatiques, les poussins femelles jetés vivants dans la broyeuse parce que les canes ont un foie trop veineux. Ils avaient mis les images sur leur site Internet. « *On s'était dit : "On a de la bombe, demain la France arrête."* Mais rien n'a changé », sourit Brigitte Gothière. Il aura fallu bien d'autres films pour que le ministère se décide, en 2015, à financer un projet pour déterminer le sexe des canetons avant l'éclosion, comme en Allemagne.

Inspiré par les ONG américaines... et par Bertrand Tavernier

Puisque le canard n'était pas un bon cheval de bataille, ils ont étendu le combat : « *À l'époque, en France, la protection animale, c'était surtout les chiens et les chats, les animaux à fourrure ou de laboratoire. Mais 99 % de l'exploitation animale est liée à l'élevage* », explique Brigitte. En 2008, ils ont baptisé leur nouvelle association en s'inspirant du film de Bertrand Tavernier *L627*, « *un titre qui claquait bien* ». Le cinéaste faisait référence à l'article du code de la santé publique qui prohibe les stupéfiants. Le nom de leur association renverrait à celui du code rural, que Brigitte récite par cœur : « *Tout animal étant un être sensible doit être placé par son propriétaire dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce.* » Ce qui n'est pas vraiment le cas dans les batteries industrielles ou les abattoirs.



Lors de la manifestation à Limoges, le 26 novembre 2016. Paul Arnaud pour M Le magazine du Monde

Le logo qu'ils ont choisi – silhouettes de poisson, bovin et volaille – rappelle celui de Mercy for Animals, l'ONG américaine qui mène ses *undercover investigations* (« enquêtes clandestines ») dans les usines à œufs et à viande ou les rodéos. Ils ont appris sur le tas l'usage de YouTube, Facebook ou Twitter pour y diffuser leurs images crues : puisque l'industrie de la viande masque la violence et le sang au consommateur, puisque de moins en moins de Français ont des grands-parents paysans et que la mort s'éloigne, L214 les montre.

Comme Mercy for Animals fait appel à des écrivains et acteurs pour introduire ses vidéos (Joaquin Phoenix, Pamela Anderson...), Brigitte Gothière et Sébastien Arzac, pourtant peu mondains, ont invité des personnalités à partager leur colère : Nili Hadida, la chanteuse du duo pop Lilly Wood and the Prick, la romancière Ingrid Desjours, l'amuseur du Web Rémi Gaillard ou la pianiste Vanessa Wagner : « *Ils nous permettent d'atteindre leur public. Et quand Rémi Gaillard nous soutient, cela montre qu'il n'y a pas besoin d'être "chochette" pour être sensible à la cause animale* », explique Sébastien Arzac.

Le comique Rémi Gaillard parle pour L214 :

Cela assure aussi l'audience et le buzz : la vidéo sur Pézenas, commentée par l'humoriste, a été visionnée près de 4,3 millions de fois. Avec plus de 600 000 « like », la page Facebook de l'association en totalise deux fois plus que Greenpeace France. Parmi les soutiens de L214, Jacques-Antoine Granjon, le chevelu PDG de vente-privee.com, 30 000 abonnés sur Twitter. Il finance aussi (20 000 euros cette année). « *On a besoin de ces associations pures et dures. L'exploitation de l'animal par l'homme est inouïe. Les réseaux sociaux sont des vecteurs importants de prise de conscience et de changement de comportement du consommateur* », explique celui qui ne mange plus de viande rouge (« *juste un peu de poulet quand je fais de la muscu* ») et qui se dit « *fan de fausse fourrure* ».

Il précise qu'il parle en son nom, pas en celui de son entreprise. Car on trouve encore chaussures et vêtements en cuir ou foie gras sur Vente-privée.com. « *Les entreprises doivent faire avec la réalité du marché, elles ont besoin que la société civile se réveille pour changer leurs pratiques* », commente Brigitte Gothière.

Faire honte aux grandes entreprises

Les militants pratiquent d'ailleurs ce que les Anglo-Saxons appellent *Name and Shame* (« nommer et faire honte ») : ils donnent le nom des entreprises accusées de maltraitance, mais aussi celui de leurs clients, grandes surfaces comme chefs étoilés : « *Lorsque la marque d'œufs Matines doit se détourner d'un élevage de l'Ain dont nous avons dénoncé les conditions d'hygiène ; quand, sous la pression des associations, Monoprix, Novotel ou Lidl s'engagent, à plus ou moins long terme, à ne plus vendre ou servir des œufs de poules maintenues en cages au profit du plein air, les élevages*

sont bien obligés de s'adapter », justifie Brigitte.



À Limoges. Paul Arnaud pour M Le magazine du Monde

Carrefour et Accor ont annoncé juste avant Noël qu'ils feront de même, et Leclerc et un autre distributeur devraient prendre également de bonnes résolutions : « *Le succès de L214 s'explique en partie par ce message qui désigne les coupables*, estime Agathe Gignoux, membre de CIWF (Compassion In World Farming), qui lutte aussi contre la maltraitance et l'élevage industriel, mais préfère agir directement auprès d'une filière ou des instances européennes. *Avec sa communication "punchy", elle a réussi le tour de force de montrer la réalité des abattoirs et des élevages. Alors, véganisme ou pas, cela incite le public à réfléchir et poussera peut-être les professionnels à faire mieux.* »

Ils ont intérêt à se dépêcher. La consommation de viande ne cesse de diminuer dans le pays et la filière a comme un déficit d'image. Difficile de mesurer l'impact des scandales, avoue Dominique

Langlois, le président d'Interbev, la puissante association nationale interprofessionnelle du bétail et de la viande. Elle s'est portée partie civile dans chacun des cas dénoncés par L214, tout en assurant qu'il s'agit de « *dérives ultraminoritaires* ».

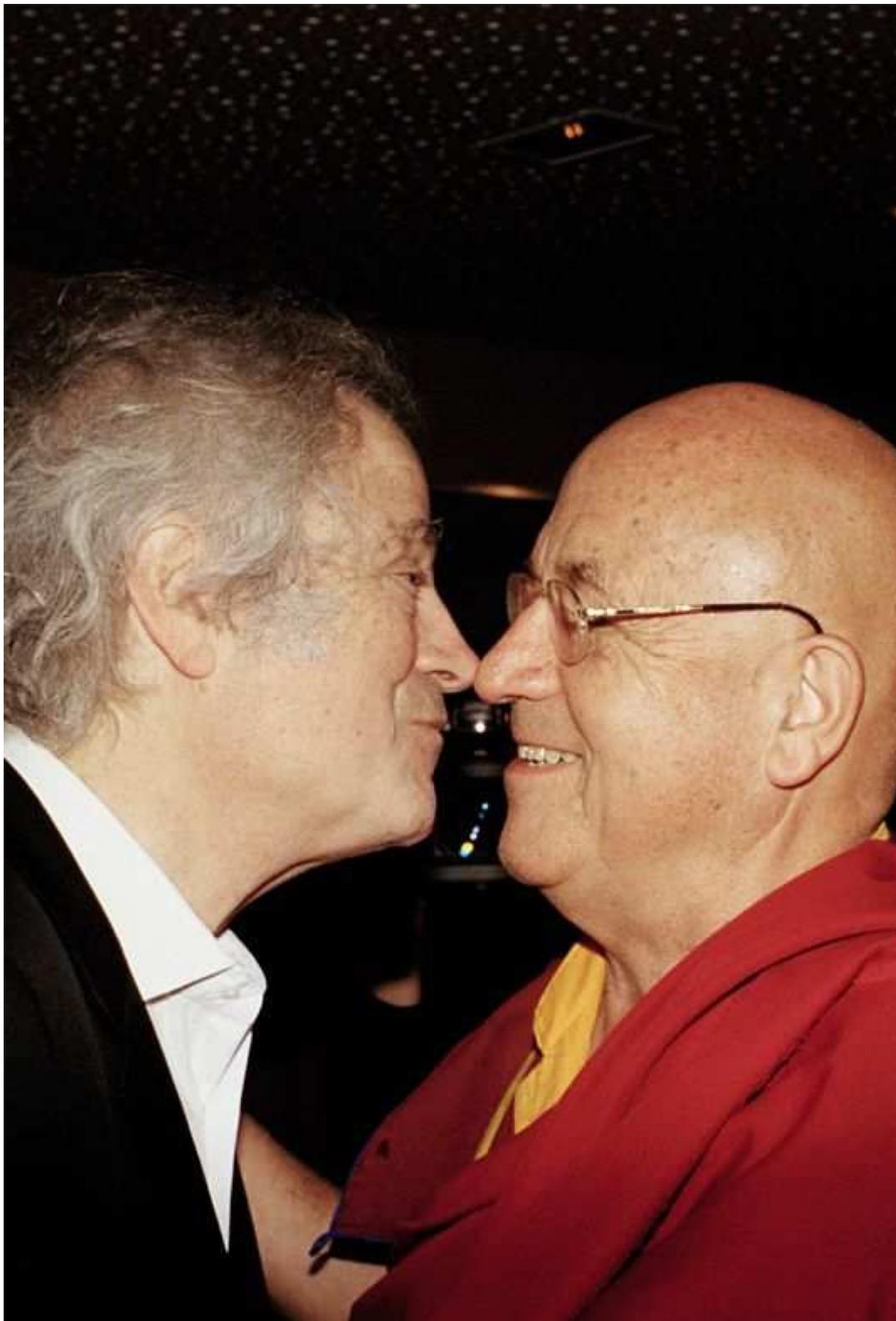
Interbev vient de lancer une vaste campagne dans les écoles primaires avec des « kits pédagogiques » sur l'élevage : « *Ce n'est pas du prosélytisme pour dire de manger plus de viande, c'est une campagne explicative pour montrer les bienfaits de cette alimentation face au dénigrement orchestré. Il y a 12 millions d'hectares de prairie en France, on n'est pas aux États-Unis avec la "viande usine"...* », dit le président.

Deux millions de dons, 24 000 adhérents

Cette intrusion dans les cantines a le don d'agacer L214. L'association embauchera bientôt du personnel pour organiser des opérations pédagogiques et défendre la possibilité de menus végétariens. Avec deux millions d'euros de dons reçus cette année et plus de 24 000 adhérents, elle peut se le permettre. L'organisation compte désormais vingt-trois salariés, qui touchent tous le même salaire, patrons compris.

Outre le site de L214, l'association anime les sites [Politique & animaux](https://www.politique-animaux.fr/) (<https://www.politique-animaux.fr/>), qui propose des dossiers et note le personnel politique (Patrick Balkany « *agit pour les animaux, 16,6/20* ») ; [Viande. info](https://www.viande.info/) (<https://www.viande.info/>), qui dit tout le mal que causent l'élevage et la pêche sur l'environnement et la santé ; [Vegan Pratique](https://vegan-pratique.fr/) (<https://vegan-pratique.fr/>), qui donne conseils et recettes afin de se passer de tout produit d'origine animale ; [VegOresto](https://vegoresto.fr/) (<https://vegoresto.fr/>), qui recense les tables françaises réservées aux légumes. L214 organise aussi des « Vegan places » dans les villes pour sensibiliser les passants et mène des campagnes d'affichage dans le métro parisien, quand la RATP ne les censure pas.

Pour avoir appris en autodidactes, Brigitte et Sébastien sont des as de la communication. Le 22 novembre, [vingt-six associations ont lancé dans un hôtel parisien le collectif AnimalPolitique](http://bit.ly/2iCHNHP) (<http://bit.ly/2iCHNHP>), créé à l'initiative des députées Laurence Abeille (EELV) et Geneviève Gaillard (PS). Il s'agissait de soumettre trente propositions aux candidats à l'élection présidentielle concernant l'élevage, la faune sauvage, les animaux de laboratoire, de cirque et de zoos ou les bêtes de compagnie.



Franz-Olivier Giesbert et Matthieu Ricard, lors du lancement du mouvement AnimalPolitique. Paul Arnaud pour MLe magazine du Monde

Les amis médiatiques de L214 étaient là, dont Franz-Olivier Giesbert, qui a signé, en 2015, une enquête télévisée sur les élevages et abattoirs grâce à la complicité de Sébastien Arsac : « *Quand ils m'appellent, je viens tout de suite. Ils font bouger les lignes car leurs vidéos sont un vrai travail journalistique, factuel et concret. Les végétariens ont été ridiculisés dans ce pays depuis des décennies, mais on va emmerder le monde pendant longtemps* », dit le journaliste en riant.

Matthieu Ricard, le bouddhiste le plus célèbre de France, était à la tribune : « *120 millions d'animaux sont tués chaque heure dans le monde pour le bien-être de l'homme* », le « *prochain pas de civilisation* » doit être la fin des souffrances infligées à ces « *êtres sensibles* », « *la vie d'un animal est plus importante que le goût d'un aliment* ». Et c'est ainsi que la présentation d'un manifeste pour le bien-être animal fut surtout entendue comme un appel à ne plus manger de viande.

Sébastien Arzac, viandard repent

Avec un sens certain du *storytelling*, Sébastien Arzac a souvent raconté comment, petit-fils d'éleveur et de boucher de la Haute-Loire, viandard impénitent qui cachait des saucissons sous son oreiller, il a renoncé un jour de 1993 à la viande. *Le Lama blanc*, bande dessinée d'Alejandro Jodorowsky qu'il lisait en mâchant un morceau de lard, lui fit prendre conscience que des peuples ne mangent pas de chair animale.

Devenus végétariens, c'est à Lyon que Brigitte Gothière et Sébastien Arzac ont étoffé leur réflexion théorique en fréquentant les fondateurs des *Cahiers antispécistes*, pionniers de la cause végane en France. Dont David Olivier, à l'origine de la traduction française de *La Libération animale*, du philosophe australien Peter Singer qui, dès 1975, popularisa la notion d'antispécisme.

Celle qui doit être aux animaux ce que l'antiracisme est aux hommes et affirme que l'espèce humaine ne saurait discriminer, exploiter voire tuer un autre être « sentient » (qui éprouve douleurs, plaisirs et émotions). D'autant que, en 2012, des chercheurs en neurosciences ont signé la *Déclaration de Cambridge sur la conscience*, affirmant que les mammifères, les oiseaux, voire les pieuvres, possèdent les « *substrats neurologiques de la conscience* ».

Lire aussi : Aymeric Caron et sa « République du vivant » au secours des animaux

(planete/article/2016/04/07/une-republique-du-vivant-au-secours-des-animaux_4897672_3244.html)

Depuis quelque temps, la France se régale des interrogations éthiques, politiques et juridiques qui en découlent (l'année dernière, le code civil français a promu le statut de l'animal de « *bien meuble* » à « *être vivant doué de sensibilité* »). Paru au printemps 2016, le très vulgarisateur mais parfois capricant *Antispéciste* d'Aymeric Caron (éd. Don Quichotte) s'est écoulé à 45 000 exemplaires.

Arrêt total ou élevage plus humain ?

Paradoxalement, dans ce pays où seules 1 % à 3 % des personnes interrogées se disent végétariennes, rares sont ceux qui portent une contradiction sérieuse, tel le philosophe Dominique Lestel avec son *Apologie du carnivore* (Fayard) qui, sous couvert du pamphlet, ose proposer une « *éthique* » du mangeur de viande, pas forcément moins pertinente et modeste dans son rapport au vivant.

Jocelyne Porcher, qui fut éleveuse avant d'être sociologue, dénonce depuis des années les « *monstruosités* » qu'engendre la production industrielle. Elle défend contre vents et marées l'idée d'un élevage « *paysan* » qui serait un travail partagé entre homme et animal, plutôt qu'un asservissement, un échange plutôt qu'une exploitation. Avec la mort au bout, certes, mais qui n'est pas « *amoral* » si elle est donnée « *proprement* ».

Au monde que laissent imaginer les antispécistes – campagnes sans troupeau et « *viande produite in vitro par l'agro-industrie* » –, elle préfère le combat d'éleveurs comme Stéphane Dinard. Dans sa Ferme de la Double, en Dordogne, celui-ci fait abattre sur place ses vaches rustiques ou ses truies gasconnes par un tueur professionnel, qui leur colle une balle entre les deux yeux. Une pratique hors la loi. « *Pour éviter la souffrance à leurs animaux, ces gens-là risquent six mois de prison et 15 000 euros d'amende. Est-ce que les lascars de L214 seraient prêts à cela pour défendre leurs idées ?* », interroge Jocelyne Porcher qui a soumis aux parlementaires l'idée d'abattoirs itinérants, camions équipés qui circuleraient de ferme en ferme, comme en Suède ou en Autriche.

Mais pour Brigitte Gothière et Sébastien Arzac, la question est tranchée : « *Toute forme d'élevage engendre de la souffrance chez l'animal* » et L214 lutte pour une abolition pure et simple. Quitte à multiplier les vidéos chocs, afin de mettre le consommateur face à sa conscience. Celle qui n'est même plus le propre de l'homme.